



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°21 – du 2 au 8 juin 2023

En bref

- Le Royaume-Uni lance une [consultation](#) en vue de négocier un accord de libre-échange avec la République des Maldives.
- Citée par la [BBC](#), Gita Gopinath, directrice générale adjointe au Fonds monétaire international, estime « qu'avec une inflation aussi élevée, le fait d'avoir des travailleurs [immigrés] qui peuvent combler les pénuries [de main d'œuvre] dans certains secteurs (...) peut contribuer à faire baisser l'inflation".
- Selon la [Resolution Foundation](#), le gouvernement devrait introduire une taxation à la distance parcourue pour les véhicules électriques (6 pences / mile) afin de compenser la perte de recettes fiscales associées à la vente de carburants des véhicules thermiques.
- Selon une étude du gouvernement, rapportée par [The Guardian](#), à l'âge de 55 ans, les femmes accusent en moyenne un déficit d'épargne retraite de 35% par rapport aux hommes en Grande-Bretagne. Ce « fossé » s'explique principalement par des revenus plus faibles et un temps de travail plus faible sur l'ensemble de la carrière.
- La [Banque d'Angleterre](#) conclut son programme de cession de l'ensemble de ses obligations d'entreprises. Décidée par le

Comité de Politique Monétaire en février, la réduction de la taille de ce portefeuille (d'une taille de 20 Md£) a été initiée en septembre 2022.

- La première expérimentation de revenu universel en Angleterre débute, pilotée par le think tank [Autonomy](#). Trente

participants recevront 1600£ par mois, sans conditions, pendant 2 ans. Les principaux donateurs sont des instituts de recherche financés par le gouvernement, des organismes de financement de la recherche, des organisations philanthropiques et des autorités locales.

Fait marquant : le *Labour* revoit à la baisse son objectif de financement d'un plan de prospérité verte.

Les prochaines élections devant avoir lieu en 2024 et le parti travailliste ayant toujours plus de 15 points d'avance sur les conservateurs dans les sondages, le programme du principal parti d'opposition occupe une place croissante au sein de l'actualité.

En septembre 2021, K. Starmer – le chef du parti travailliste – avait présenté la partie la plus ambitieuse de son programme, à savoir un emprunt de 28 Md£ par an jusqu'en 2030 permettant de financer des politiques de transition écologique telles que la subvention de parcs éoliens, l'isolation des maisons, la construction d'usines de fabrication de batteries et l'accélération du programme nucléaire britannique. Cette promesse

s'inscrivait alors dans un environnement de taux bas : le taux directeur de la Banque d'Angleterre était de 0,1% alors qu'il s'élève actuellement à 4,5%.

Ce "plan de prospérité verte" s'inscrit dans le cadre de la volonté travailliste de mettre en œuvre une politique industrielle nettement plus interventionniste. Ce plan serait d'une plus large ampleur que son pendant américain, l'*Inflation Reduction Act* (avec un effort de l'ordre de 37 Md£ par an), le PIB américain étant 8 fois supérieur au PIB britannique.

Le [9 juin](#), R. Reeves, la ministre des finances « fantôme » du parti travailliste, est revenue sur cet engagement. Elle a déclaré que le parti restait attaché à cette mesure mais qu'il n'augmenterait que progressivement le niveau d'emprunt public pour financer cet objectif de 28 Md£ par an au cours de la seconde moitié de la mandature.

Actualité macro-économique

L'OCDE révisé ses prévisions de croissance pour le Royaume-Uni à la hausse, de +0,5 pt en 2023 (+0,3%) et de +0,1 pt en 2024 (1,0%), par rapport à mars – La consommation publique et l'investissement continueront de soutenir l'économie en 2023, avant un renforcement progressif de la dépense privée avec la baisse des prix de gros du gaz et à l'amélioration de la situation mondiale en 2024. L'inflation totale devrait ralentir grâce à la baisse des prix de l'énergie et se rapprocher de sa cible

d'ici à la fin de l'année 2024. L'inflation sous-jacente devrait être plus persistante en raison de la forte dynamique des prix dans les services : elle devrait seulement reculer à 3,2% en 2024. Le chômage augmentera, atteignant 4,5 % en 2024. La politique monétaire restera restrictive, pesant de plus en plus sur la production. L'orientation budgétaire sera elle aussi restrictive en 2023-24. L'OCDE note que la faiblesse des marges de manœuvre budgétaire expose fortement le gouvernement aux mouvements des taux d'intérêt. La mise en œuvre rapide des mesures d'offre annoncées lors du budget de printemps visant à soutenir l'offre de travail et une plus grande

stabilité des politiques de soutien à l'investissement et de la politique commerciale sont essentielles pour renforcer la croissance potentielle.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni et les pays des Caraïbes ont tenu leur 11^{ème} forum ministériel à Kingston – Dans la [déclaration commune](#), les ministres ont réaffirmé la volonté de promouvoir les relations économiques et commerciales par le biais de l'accord de partenariat économique entre le CARIFORUM et le Royaume-Uni appliqué à titre provisoire depuis le 1^{er} janvier 2021. Par ailleurs, les ministres ont invité le Royaume-Uni à tenir ses engagements en matière d'aide au développement, et plus précisément, en matière de soutien au commerce qui est perçu comme un pilier essentiel pour accompagner la mise en œuvre de l'accord. S'agissant de la structure institutionnelle de l'accord, les ministres ont convenu de l'établissement d'un conseil commun CARIFORUM-Royaume-Uni qui aura pour objectif de superviser la mise en œuvre de l'accord ainsi que d'un comité sur le commerce des services.

Le gouvernement expose ses priorités stratégiques pour l'agence crédit-export UKEF – Dans une [lettre](#) adressée au directeur de l'agence Tim Reid, le secrétaire d'Etat pour les exportations

Lord Offord of Garvel rappelle la stratégie du gouvernement visant à stimuler les exportations britanniques avec un objectif de 1000Md£ par an d'ici 2030. Pour atteindre l'objectif, le gouvernement invite UKEF à améliorer son offre pour les petites et moyennes entreprises en garantissant une meilleure interaction avec les opérateurs et en élargissant sa gamme d'instruments notamment en collaborant avec d'autres institutions financières publiques (*Office for Investment, the UK Infrastructure Bank, Innovate UK et British Business Bank*). Par ailleurs, le ministre rappelle l'importance de UKEF dans la transition écologique et la promotion des technologies vertes et invite également l'agence à réfléchir sur les enjeux liés à la sécurité des chaînes d'approvisionnement, dont celles des minerais critiques.

Dans une [tribune](#), Chris Southworth, secrétaire général de l'International Chamber of Commerce au Royaume-Uni (ICC UK), promeut la digitalisation des documents liés au commerce – Plus précisément, il met en avant le soutien des opérateurs économiques pour la digitalisation en citant la récente enquête de *Santander UK* indiquant le souhait de près de 65% des entreprises britanniques de mettre un terme aux procédures sous format papier dès l'entrée en vigueur du projet de loi *Electronic Trade Documents Bill*. Ce texte de loi permettra de reconnaître la valeur juridique complète des documents commerciaux transférables sous forme électronique. Il accueille positivement les travaux en cours dans

plusieurs pays, citant la France l'Allemagne et le Royaume-Uni ainsi que les travaux des pays du Commonwealth. Selon une étude de l'organisation du Commonwealth, la digitalisation des documents commerciaux réduirait de 80% les coûts des transactions commerciales et permettrait ainsi d'inciter les petites et moyennes entreprises à exporter. A cet égard, lors de la réunion ministérielle sur le commerce des pays du Commonwealth à Londres cette semaine, les pays ont exprimé leur [volonté](#) de poursuivre la coopération en matière de digitalisation des documents commerciaux dans le cadre du *Commonwealth Connectivity Agenda*.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le régulateur britannique des systèmes de paiement (PSR) a annoncé qu'il rendait obligatoire pour les banques et les entreprises de paiement le remboursement sous 5 jours des victimes de fraude bancaire en ligne – Cette mesure concerne les fraudes par paiement dit « push autorisé (APP) ». Les nouvelles règles entreront en vigueur l'année prochaine. Les entreprises de paiement partageront avec les banques les coûts de remboursement.

Le régulateur britannique des services financiers (FCA) annonce l'interdiction pour certains fournisseurs de conseils sur la dette de percevoir des commissions des fournisseurs de solutions pour les personnes surendettées – La FCA aurait constaté des cas de manipulations des clients par les entreprises de regroupement de dettes pour promouvoir des produits sans expliquer les risques encourus. Ainsi, cette mesure vise à améliorer le service rendu à des consommateurs surendettés.

Selon le FT, le *Pension Protection Fund*, dont la mission est de protéger les épargnants de fonds défaillants, a réduit d'un tiers son exposition aux actions et a investi dans les infrastructures et la foresterie pour se protéger contre l'inflation persistante – Le fonds a réduit sa cible d'investissement en actions, qui comprend des actions mondiales et britanniques, de 9 % à 6 %. Dans le même temps, il a augmenté son allocation d'investissement vers les infrastructures de 2,5 % à 4,5 % et vers la foresterie et l'agriculture de 2 % à 3 %, portant le total à 1Md£ investi dans ces secteurs. Le directeur des investissements du fonds a déclaré que la persistance de l'inflation était une source de préoccupation, diminuant la valorisation des actions et faisant craindre de nouvelles remontées de taux de la part de la BoE. Pour rappel, les réflexions récentes du gouvernement semblent s'orienter autour de stratégies d'incitation des fonds de pensions à investir dans les actions pour soutenir la

liquidité du marché boursier britannique.

Selon les données de l'Office for National Statistics, les trois premiers mois de 2023 ont enregistré une baisse de l'activité de fusions et acquisitions par rapport au trimestre précédent –

Entre janvier et mars, le nombre total de fusions et acquisitions transfrontières et nationales impliquant un changement de détention majoritaire (et pour une valeur d'au moins 1 million de livres) était de 356 (141 en janvier, 100 en février et 115 en mars 2023). En comparaison, chaque mois de 2022 avait enregistré plus de 150 transactions de fusions et acquisitions. La valeur des fusions et acquisitions entrantes (acquisitions d'entreprises britanniques par des entreprises étrangères) pour le premier trimestre de 2023 était de 12,7 Mds£, soit une augmentation de 6,9 Mds£ par rapport au quatrième trimestre de 2022, mais toujours inférieure de 4,1 Mds£ aux trois premiers mois de 2022. Les fusions et acquisitions nationales ont également subi une baisse, avec des valeurs totales inférieures par rapport au quatrième trimestre de 2022 et au premier trimestre de 2022.

Selon la dernière enquête d'EY sur l'attractivité pour les services financiers, le Royaume-Uni reste le marché européen le plus attractif pour les investissements directs étrangers (IDE) sur les services financiers – Le Royaume-Uni a attiré 76 projets de services financiers en 2022, soit une augmentation de 13 projets par rapport

à 2021. Il a creusé son avance sur la France, qui a obtenu 45 projets en 2022, soit 15 de moins qu'en 2021. L'Allemagne et l'Espagne ont pris la troisième place ex-aequo, enregistrant chacune 31 projets d'investissement dans les services financiers en 2022. Le Royaume-Uni est désormais le foyer de plus d'un quart de tous les projets d'IDE dans les services financiers en Europe, ayant augmenté sa part de marché de 23 % en 2021 à 26 % en 2022. Londres reste la principale ville européenne pour attirer les IDE dans les services financiers, avec 46 projets en 2022, suivi de Paris avec 35 projets et Madrid avec 22 projets. Les États-Unis sont la principale source d'IDE dans les services financiers en Europe, avec le Royaume-Uni comme principal bénéficiaire. Les enquêtes d'opinion d'EY révèlent également que les investisseurs ont regagné en confiance vis-à-vis du Royaume-Uni comme terre d'accueil des investissements dans les services financiers.

Un rapport du gouvernement montre que les signataires du « Code d'investissement dans les femmes (IWC) » ont une proportion plus élevée d'accords de capital-risque avec au moins une fondatrice que le marché dans son ensemble, pour la troisième année consécutive – L'IWC couvre désormais une part importante du marché du financement des PME et représente 39 % des accords de capital-risque et de croissance au Royaume-Uni. En 2021, 35 % de tous les accords de capital-risque conclus par les signataires de l'IWC l'étaient dans des entreprises

fondées par des femmes, contre une moyenne de marché de 27 %. Le Code d'investissement dans les femmes a été créé en 2019 pour améliorer le financement des projets portés par les femmes. Plus de 200 organisations ont adhéré au code.

2 Banques et assurances

Le Comité de surveillance réglementaire conjoint (JROC) a annoncé un programme pour mettre en œuvre les recommandations de la prochaine phase de l'open banking au Royaume-Uni – Cela implique la mise en place de groupes de travail dédiés pour mettre en œuvre les six thèmes et priorités clés décrits dans les recommandations publiées en avril 2023. Celles-ci comprennent notamment l'amélioration de la disponibilité et des performances des systèmes, la réduction des risques de criminalité financière, le développement de propositions pour améliorer les processus de litige, et l'optimisation des flux d'informations vers les fournisseurs tiers et les utilisateurs finaux. Pour les mettre en œuvre, JROC a également lancé deux nouveaux groupes de travail sur les paiements récurrents variables (VRP) et l'entité future de l'open banking. Les groupes de travail seront établis d'ici la fin juin 2023.

Selon le FT, la Banque d'Angleterre (BoE) réfléchirait à élargir la réforme de la protection des dépôts bancaires – Ainsi, elle proposerait de permettre au Financial Services Compensation Scheme (FSCS) d'entrer directement au

capital des banques en difficulté afin de les rendre solvables. Cela leur donnerait ensuite accès aux liquidités de la Banque centrale et permettrait aux déposants d'accéder immédiatement à leurs fonds pendant le processus de résolution. En effet, lors de la faillite de la banque américaine SVB et la reprise de sa succursale britannique (SVB UK) par HSBC, un problème de continuité a été constaté pour les entreprises ayant des dépôts supérieurs à 85 000 £, qui n'ont pas pu accéder à leurs liquidités pendant plusieurs semaines. Les propositions permettraient également à tout défaut sur ces soutiens fournis par la Banque d'Angleterre d'être indemnisé par le FSCS.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr